

Joint Statement by the United Nations Special Advisers on the Prevention of Genocide and the Responsibility to Protect and the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict on Attacks Against Civilians in Central Mali

New York, 12 June 2019 – The three senior UN Official[i] condemn the unspeakable attack of 9 June 2019 against the village of Sobanou-Kou in the Mopti region of central Mali in which dozens of civilians have been killed, the vast majority being women and children. They deplore the high number of civilian casualties in Mopti region since the beginning of the year, including the 1 January attack against Koulougon village that killed 39 civilians and the 23 March attack against Ogossagou village, in which at least 157 civilians were killed. They call for immediate actions to deescalate tensions, particularly the cycle of intercommunal and ethnic violence and retaliatory attacks that have been unfolding in central Mali. They urge the Malian government to swiftly undertake a credible investigation into all the atrocities committed in Mali and bring the perpetrators to justice.

"It is urgent to prevent further violence and brutality and to protect the civilian population from such grave violations, especially women and children who are among the most vulnerable in times of conflict," they said. "Accountability is instrumental in the pursuit of peace and stability and the Malian authorities, with the support of the international community, must step up to address the growing insecurity in central Mali."

The details of this attack have yet to be clarified, but civilians caught in the spiral of violence have been paying a heavy price since 2018, leading to the killing of hundreds of people since the beginning of the year, increasingly framed along ethnic lines.

"As we recently stated in our statement on 27 March following the attack of Ogossagou Peulh village, we are extremely alarmed by the ethnically motivated attacks against civilians in central in Mali as demonstrated in this recent attack against the Dogon community," the UN Officials stated. "We cannot stand by silently in the face of ethnic-based violence, human rights violations and abuses. We call on the authorities and all parties involved, including the international community, to fulfill their responsibility to prevent atrocity crimes and protect civilians," the Officials reiterated.

In addition, more than 800 schools remain closed in northern and central Mali, the delivery of humanitarian assistance and protection to thousands of people in need has been hampered, making communities even more vulnerable to instability and exposed to serious violations.

The UN Officials call on the Malian Government, with the support of the international community, to discharge its primary responsibility to protect and address the root causes of violence and ensure that vulnerable population, including boys and girls, are provided with the appropriate protection and assistance. They further stressed that accountability for serious human rights violations, local

reconciliation and the full implementation of the peace agreement of 2015 are the only sustainable ways to ensure lasting peace and protection of the civilian population.

[i] The United Nations Special Adviser on the Prevention of Genocide, Mr. Adama Dieng, the UN Special Adviser on the Responsibility to Protect, Ms. Karen Smith, and the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict, Ms. Virginia Gamba.

For more information, please contact:

Juliette Lehner, United Nations Office on Genocide Prevention and the Responsibility to Protect: juliette.lehner@un.org +1 917 367-7138

Fabienne Vinet, Office of the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict, vinet@un.org+1917 288-5791

Déclaration commune des Conseillers spéciaux des Nations Unies pour la Prévention du génocide et la responsabilité de protéger et de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés sur les attaques visant des civils dans le centre du Mali

New York, 12 juin 2019 – Les trois hauts responsables des Nations Unies[i] condamnent l'attaque inqualifiable du 9 juin 2019 contre le village de Sobanou-Kou, dans la région de Mopti, dans le centre du Mali, au cours de laquelle des dizaines de civils ont été tués, dont une vaste majorité de femmes et d'enfants. Ils déplorent le nombre élevé de victimes civiles dans la région de Mopti depuis le début de l'année, notamment dans l'attaque du 1er janvier contre le village de Koulougon, qui a coûté la vie à 39 civils, et l'attaque du 23 mars contre le village d'Ogossagou, dans laquelle au moins 157 personnes ont été tuées. Ils appellent à des actions immédiates pour réduire les tensions, particulièrement le cycle de violences intercommunautaires et ethniques, comprenant des attaques et représailles qui se déroulent dans le centre du Mali. Ils exhortent le gouvernement malien à ouvrir rapidement une enquête crédible sur les atrocités commises au Mali et à traduire les responsables en justice.

« Il est urgent d'empêcher de nouvelles violences et brutalités et de protéger la population civile contre les violations graves, en particulier les femmes et les enfants qui comptent parmi les plus vulnérables en période de conflit », ont-ils déclaré. « La responsabilité est essentielle dans la recherche de la paix et de la stabilité et les autorités maliennes, avec le soutien de la communauté internationale, doivent intensifier leurs efforts pour remédier à l'insécurité croissante au centre du Mali. »

Les détails de l'attaque n'ont pas encore été clarifiés mais les civils pris dans la spirale de violence paient un lourd tribut depuis 2018 avec le meurtre de centaines de personnes depuis le début de l'année, de plus en plus cadré par des clivages ethniques.

« Comme nous l'avons récemment indiqué dans notre déclaration du 27 mars à la suite de l'attaque du village d'Ogossagou Peulh, nous sommes extrêmement alarmés par les attaques à caractère ethnique dirigées contre des civils dans le centre du Mali, comme en témoigne l'attaque récente contre la communauté Dogon », ont déclaré des responsables de l'ONU. « Nous ne pouvons rester silencieux face à la violence ethnique, aux violations des droits de l'homme et aux abus. Nous appelons les autorités et toutes les parties impliquées, y compris la communauté internationale, à s'acquitter de leur responsabilité de prévenir les crimes atroces et de protéger les civils, » ont rappelé les responsables.

Plus de 800 écoles sont en outre toujours fermées dans le nord et le centre du Mali. L'assistance humanitaire et la protection à des milliers de personnes dans le besoin ont été entravées, rendant les communautés encore plus vulnérables à l'instabilité et exposées à de graves violations.

Les responsables de l'ONU appellent le gouvernement malien, avec l'appui de la communauté internationale, à s'acquitter de sa responsabilité première consistant à protéger et à s'attaquer aux causes profondes de la violence tout en veillant à ce que les populations vulnérables, y compris les garçons et les filles, bénéficient de la protection et de l'assistance requises. Ils rappellent également que la poursuite en justice pour les violations graves des droits de l'homme, la réconciliation communautaire et la mise en œuvre intégrale de l'accord de paix de 2015 demeurent les seuls moyens d'assurer la paix durable et la protection de la population civile.

[i] M. Adama Dieng, Conseiller spécial des Nations Unies pour la prévention du génocide, Mme Karen Smith, Conseillère spéciale des Nations Unies pour la responsabilité de protéger, et Mme Virginia Gamba, Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés.

Pour plus d'information veuillez contacter :

Juliette Lehner, Office des Nations Unies pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger : juliette.lehner@un.org +1 917-367-7138

Fabienne Vinet, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, <u>vinet@un.org</u> +1 917-288-5791